

## COMMENTAIRE

*Sortir du “merdier institutionnel”*

Par Francis Van de Woestyne

Les institutions d'un Etat doivent – de vraies – être conçues dans l'intérêt du citoyen. Est-ce cet objectif qui a guidé les hommes et femmes politiques belges ? Il est permis d'en douter. On a créé des Communautés parce que les Flamands le voulaient. On a créé des Régions parce que les Wallons le voulaient. On n'a pas fusionné la Région wallonne et la Communauté française parce que les socialistes ne le voulaient pas, etc. Les critères d'organisation du pays ont souvent été les deux principes pathologiques des 40 dernières années : le nationalisme et le sous-régionalisme. Résultat, notre fédéralisme est bancal. On a tant malaxé les institutions, copé les compétences, tranché les budgets, réparti les influences en fonction de critères politiques qu'aujourd'hui certains dossiers “nationaux” – la santé, la mobilité, l'environnement, le commerce extérieur – sont en panne, il y a trop d'intervenants, trop de pouvoirs concurrents.

Fallait-il garder une Belgique unitaire ? Non. Des pays qui ont tardé à répondre à des aspirations régionales légitimes (voyez l'Espagne) souffrent de paralysie. Il était indispensable, en vertu du principe de subsidiarité, de transférer aux entités fédérées des compétences, dans le domaine économique, notamment. Mais aujourd'hui il faut se rendre à l'évidence : dans certains domaines on est allé trop loin et l'on n'a pas mis en place des outils permettant une vraie coordination. Et l'on n'a pas voulu donner à l'Etat central le pouvoir d'arbitrer en cas de litige prolongé. Depuis un certain temps, des ministres, confrontés à la pratique quotidienne de responsabilités transversales, tirent la sonnette d'alarme : Alexander De Croo, François Bellot, qui évoque le “merdier institutionnel” en matière de mobilité. Dernière en date, Maggy De Block se plaint du manque de coordination dans les politiques de santé. Des discours courageux à rebrousse-poil des mantras proférés par les nationalistes. Pour ces derniers, la solution, c'est de transférer toutes les compétences aux Régions et aux Communautés. Forcément : ils ne rêvent que d'une chose, que l'Etat belge disparaisse en fumée après en avoir bien profité.

L'autre solution, raisonnable, est de corriger les erreurs. Sans ouvrir la boîte de Pandore, pourquoi ne pas confier à un groupe d'élus aidés par des experts le soin de redessiner le partage des compétences ou de définir des règles obligeant les ministres des différents niveaux de pouvoir à travailler ensemble, en gardant à l'esprit un objectif : l'intérêt du citoyen et de la société belge. Ce serait une manière intelligente de sortir du “merdier institutionnel”.